

Personnes âgées : l'AD-PA et la Fnaqpa exigent un plan d'urgence

L'AD-PA et la Fnaqpa lancent un cri d'alarme à quelques jours de la période des vacances qui s'annonce très compliquée pour l'accompagnement des personnes d'âgées en perte d'autonomie. Les deux organisations demandent notamment une vaste campagne de recrutements dans les Ehpad et pour le domicile.

À quelques jours du second tour des législatives, personne ne sait si l'actuel ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Damien Abad, sera maintenu en raison des accusations de viol et d'agressions sexuelles dont il est l'objet. Mais une chose est sûre. Le ministre quel qu'il soit, aura sur sa table un dossier urgent : l'accompagnement des personnes âgées aussi bien dans les établissements qu'à leur domicile. Sur ce plan, des décisions rapides sont attendues par les professionnels.

Pas assez de personnel pour la canicule

Lors d'une conférence de presse, le 16 juin, qui a dévoilé un courrier adressé aux présidents de département et aux directeurs départementaux des ARS, l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) et la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) ont tapé du poing sur la table. « *La situation est critique. Nous devons réagir* », a asséné Pascal Champvert, le président de l'AD-PA. La canicule n'arrange rien. « *Faute de personnel, certains établissements ne pourront pas mettre en œuvre le plan canicule* », prévient Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa.

Épuisement professionnel

D'abord, la crise Covid a laissé des traces sur les équipes fortement engagées dans ce combat pendant dix-huit mois. « *Nombreux sont les épuisements professionnels, démissions, reconversions, non seulement des soignants mais aussi des cadres et des directeurs découragés face à une situation plus que désespérée* », détaille le courrier.

57 000 € de non-compensation

Tout le monde s'est réjoui des deux mesures d'amélioration salariale prises en 2021 : le Ségur de la santé et l'avenant 43 (dans l'aide à domicile). Paradoxe cruel : ces mesures qui ont amélioré (un peu) le quotidien des soignants se traduisent souvent par un affaiblissement de la santé financière des structures. « *Du fait de la non-compensation intégrale des augmentations de salaire, explique Didier Sapy, 60 % des établissements de notre réseau ont un manque à gagner, en moyenne de 57 000 €. Mais cela peut monter jusqu'à 250 000 €. Une enveloppe de 50 000 € représente le coût d'un poste et demi.* »

Trois mauvaises solutions

Face à cela, poursuit Didier Sapy, les structures n'ont que trois solutions, toutes insatisfaisantes : puiser dans leurs fonds propres, ne plus appliquer les hausses de salaire (au risque de perdre leurs collaborateurs) ou bien réduire le nombre de professionnels. « *La non-qualité devient la norme d'ajustement et cela n'est pas acceptable* », affirme le directeur de la Fnaqpa.

Les effets de l'affaire Orpea

À cette série de problèmes structurels se sont ajoutés les effets du [scandale Orpea](#) sur l'ensemble des Ehpad. L'image des établissements en a pris un coup, ce qui rend l'embauche de nouveaux collaborateurs encore plus problématique. « *Mais une fois que les gens découvrent les Ehpad, l'image qu'ils en ont est moins dégradée* », veut croire Didier Sapy.

« Les doigts dans le pot de confiture »

« *Cette affaire montre que les pouvoirs publics ont les doigts dans le pot de confiture, ajoute Pascal Champvert. C'est eux qui autorisent, évaluent et contrôlent les établissements. Et pourquoi refusent-ils de mettre en place un système de comparabilité des Ehpad ? Le scandale Orpea est simple à résumer : le groupe vend à des tarifs cinq étoiles des prestations une ou deux étoiles.* »

Deux recrutements par structure

Dans le plan d'urgence que l'AD-PA et la Fnaqpa présentent, la mesure phare concerne l'embauche de deux agents supplémentaires dans chaque établissement ou service. Cela amène deux questions : le coût est-il supportable ? Dans le contexte actuel, peut-on trouver autant de nouveaux collaborateurs ? À la première question, Pascal Champvert répond qu'un poste créé est moins coûteux que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Quant au recrutement, l'embauche de personnes non qualifiées permettrait de décharger les soignants de tâches qui ne supposent pas une qualification. Des psychologues, des animateurs, notamment, pourraient également être embauchés sans grande difficulté, estime le président de l'AD-PA.

Envolée des coûts de l'énergie

Autre urgence : prendre en compte l'inflation dans le calcul des dotations. « *Nous ne sommes pas concernés par le bouclier énergétique alors que l'envolée du coût des fournitures énergétiques devrait nous obliger, si aucune mesure n'est prise, à augmenter le prix de journée de deux à dix euros* », annonce Didier Sapy.

Choc de simplification administrative

Outre les revendications classiques (loi Grand âge, heure d'intervention à domicile portée à 30 €, ratio d'encadrement de huit professionnels pour dix résidents), les deux organisations demandent un « *choc de simplification administrative* » pour réduire la paperasserie actuelle. « *Nous sommes face à des usines à gaz* », s'exclame Didier Sapy. Et de citer le [dernier décret sur la transparence financière](#) qui, sans garantie d'efficacité, devrait considérablement alourdir le travail des directions.

Noël BOUTTIER

Sources : [Courrier de l'AD-PA et de la Fnaqpa](#)